ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 31 juillet 1997, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique", a donné le 16 juillet 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 juli 1997 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerk en de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend", heeft op 16 juli 1998 het volgende advies gegeven :

I. OBJET DU PROJET

Le projet entend revoir fondamentalement les règles régissant le statut des associations sans but lucratif (ci-après dénommées ASBL) tout en préservant "la polyvalence" et "la simplicité" de cette institution. L'exposé des motifs souligne également la volonté d'assurer plus de transparence et un meilleur contrôle pour éviter les abus.

"Les principales réformes que le texte en projet prévoit sont les suivantes :

- soumission des associations importantes au régime comptable, moyennant les adaptations requises, organisé par la loi du 17 juillet 1975;
- centralisation de toutes les informations dans un dossier ouvert au greffe du tribunal de première instance pour chaque association avec la possibilité pour les tiers de consulter le dossier et d'obtenir copie des documents;
- régime simple mais complet de publicité des actes de l'association et d'opposabilité de ces actes aux tiers;
- meilleur aménagement des modalités de représentation de l'association;
- régime rationnel de sanctions aux manquements aux formalités;
- suppression de certaines formalités inutiles;
- procédure en dissolution des associations inactives;
- régime de reconnaissance et de publicité des sièges d'opération ouverts en Belgique par une association étrangère.".

A ces différents points s'ajoute encore une modification de la définition de l'ASBL, reconnaissant explicitement la possibilité pour celle-ci d'avoir des activités commerciales ou lucratives pour autant que celles-ci soient accessoires à l'activité principale non lucrative et nécessaires à la réalisation du but poursuivi ainsi que la suppression des conditions de nationalité et de résidence dans le chef des associés.

Certaines de ces modifications s'inspirent directement des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il en est, notamment, ainsi de l'article 1er bis, en projet qui impose d'une part, le dépôt au greffe du tribunal de première instance d'un dossier pour chaque ASBL (en ce sens l'article 10, § 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales) contenant les statuts, la liste des membres, l'identité des personnes assurant la gestion journalière et la représentation de l'association ... et d'autre part, la publication par extrait au Moniteur belge de certaines pièces faisant partie du dossier précité (en ce sens l'article 10, §§ 3 et 4, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales).

L'article 3, § 2, en projet prévoit, à l'instar de l'article 13bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, que des engagements pourront être pris au nom de l'association avant l'acquisition par celle-ci de la personnalité juridique.

L’article 3ter en projet relatif à la nullité de l’association est, lui aussi, largement inspiré des articles 13quater et 13quinquies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le même constat s’impose pour l’article 11, alinéa 2, en projet lorsqu’il prévoit une responsabilité personnelle pour les engagements pris par une personne qui aurait omis de mentionner dans les actes, qu’elle intervient pour le compte d’une ASBL identifiée correctement (voir les articles 81, 82, 114, 138, 138bis, 139 et 160 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales).

L’article 13bis en projet qui concerne le statut des personnes assurant la gestion journalière des associations, est étroitement lié aux règles contenues dans l’article 63 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

En vertu de l’article 17 en projet, certaines associations seront désormais tenues d’établir leur comptabilité et leurs comptes annuels conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et de ses arrêtés d’exécution.

En outre, ces mêmes associations devront déposer leurs comptes à la Banque nationale de Belgique (centrale des bilans). Il leur appartiendra également de confier à un ou plusieurs commissaires le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations de l’association.

L’article 19, § 2, en projet, règle la procédure de dissolution des associations inactives de manière analogue à celle prévue par l’article 177sexies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, pour la liquidation des sociétés commerciales inactives.

L’article 26 en projet contient une règle similaire à celle de l’article 11 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales en vertu de laquelle, lorsqu’une association n’aura notamment pas déposé ses documents comptables ou relatifs à sa liquidation ou à sa composition, toute action en justice qu’elle pourra intenter, sera non recevable, le juge ayant toutefois la possibilité de lui accorder un délai pour régulariser sa situation.

Enfin, l’article 26octies en projet est lui aussi inspiré de l’article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales en tant qu’il concerne les sièges d’opération des associations étrangères.

II. OBSERVATION GENERALE

Compte tenu de l’importance des modifications apportées par le texte en projet à la loi du 27 juin 1921, déjà modifiée à plusieurs reprises, il serait préférable de rédiger une nouvelle loi et d’abroger la loi du 27 juin 1921. A défaut de procéder de la sorte, il convient, à tout le moins, que la loi, telle qu’elle résultera de l’adoption de la réforme projetée soit structurée de façon cohérente et que ses dispositions soient claires et concises afin qu’elles soient facilement compréhensibles par les citoyens.

Le projet doit, dès lors, être fondamentalement revu : les articles doivent suivre un ordre logique (voir par exemple la place de l'article 1er bis en projet), les dispositions en projet doivent être réparties sur un plus grand nombre d'articles (voir par exemple l'article 17 en projet qui s'étend sur plus de sept pages), les découpages d'articles assez complexes (voir par exemple la phrase liminaire de l'article 23) doivent être évités et certains passages particulièrement obscurs doivent être réécrits (voir par exemple l'article 17, § 1er, alinéa 2 en projet). Le cas échéant, le législateur peut habiliter le Roi à modifier la numérotation des articles.

III. OBSERVATIONS RELATIVES AUX ASBL

Article 1er

Cette disposition prévoit que la loi en projet sera soumise à la procédure bicamérale imparfaite (article 78 de la Constitution) alors que l'article 18 en projet confie au tribunal de première instance la compétence de prononcer la dissolution d'une ASBL.

Cette disposition doit, en conséquence, être soumise à la procédure bicamérale complète en vertu de l'article 77 de la Constitution.

L'article 1er du projet sera adapté en conséquence.

Article 2

Il est proposé de modifier l'intitulé de la loi du 27 juin 1921 et de le rédiger comme suit :

"Loi sur les associations sans but lucratif et les fondations.".

En effet, il serait anachronique de conserver une loi accordant la personnalité juridique aux ASBL alors que celle-ci leur est reconnue depuis trois quarts de siècle. L'octroi de la personnalité juridique n'est d'ailleurs plus l'objet principal de la loi.

Article 3

Article 1er, alinéa 2 en projet

L'article 1er de la proposition modifiée du règlement (CEE) du Conseil portant statut de l'association européenne (93/C 236/01) prévoit que le produit de toute activité économique exercée par l'association européenne est affecté uniquement à la réalisation de son objet, le partage des profits entre ses membres étant exclu.

Cette définition n'exclut donc pas la possibilité pour une association d'avoir des activités commerciales ou économiques.

La loi en projet maintient au contraire l'interdiction de principe pour une ASBL d'avoir recours à des activités commerciales ou lucratives

> "... sauf si celles-ci sont accessoires à une activité principale non lucrative et nécessaires à la réalisation de son but.".

Cette exception résulte déjà d'une interprétation jurisprudentielle et doctrinale ancienne de l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1921 précitée.

Dans une étude qu'il a consacrée au "rôle économique des ASBL au regard du droit des sociétés et de la commercialité" (1), le professeur Coipel a mis en évidence les principales controverses auxquelles la formulation de cette exception a donné lieu et qui découlent de l'interprétation donnée à cette exception.

Les travaux préparatoires de la loi du 27 juin 1921 précitée sont, dans une large mesure, à l'origine de ces interprétations divergentes quant aux notions "d'opérations industrielles ou commerciales" et "d'activité accessoire".

La question que se sont posée plusieurs auteurs et qui a reçu des réponses diverses, est de savoir si l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1921 précitée, exclut toute activité de type commercial ou industriel ou

---

(1) in "Les ASBL, évaluation critique d'un succès", Commission droit et vie des affaires de l'Université de Liège, XXXVIIe Séminaire 20-21 mars 1985, Story-Scientia, 1985, pp. 125 et suivantes.

seulement celles qui sont lucratives, c'est-à-dire exercées dans le but de dégager un excédent des recettes sur les dépenses ?

La définition en projet de l'ASBL aura-t-elle pour effet de mettre fin à ces controverses ?

La notion "d'activités commerciales" est susceptible de deux interprétations. La doctrine distingue les activités "à caractère commercial" et les activités "de nature commerciale".

Les premières supposent

> "... la répétition d'actes de commerce avec un but de lucre au sens subjectif (1) du terme; on est alors dans le champ de la commercialité, avec toutes les conséquences qui en découlent; les deuxièmes supposent la répétition d'actes de commerce sans but de lucre au sens subjectif du terme; cette activité est de nature civile." (2).

Quant à la notion d'activités lucratives, elle est généralement entendue dans le sens d'une activité qui procure un gain, des profits, des bénéfices, qui rapporte de l'argent. Ce type d'activité se définit, en réalité, par rapport au but poursuivi par celui qui l'exerce.

---

(1) M. Coipel, "Le rôle économique des ASBL au regard du droit des sociétés et de la commercialité", op. cit., p. 106; Selon cet auteur, "le lucre subjectif est la volonté égoïste de s'enrichir, l'esprit mercantile. Le lucre objectif est simplement la recherche de gains, de bénéfices. Que ce profit soit destiné à des fins égoïstes, altruistes ou autres n'importe pas".

(2) Ibidem, p. 108.

L’activité "de nature commerciale" au sens défini plus haut est dès lors nécessairement une activité lucrative. Par contre, l’activité "de caractère commercial" peut être lucrative ou non lucrative selon qu’elle est ou non destinée à dégager un excédent des recettes sur les dépenses.

La définition de l’ASBL pourraît dès lors se borner à viser les activités "lucratives".

Le sens de l’adjectif "accessoire" a lui aussi donné lieu à des difficultés d’interprétation.

Peut-on considérer que l’activité lucrative d’une association est accessoire parce que les bénéfices qu’elle engendre sont uniquement affectés au but principal désintéressé qu’elle s’est assignée ?

La doctrine se prononce généralement pour la négative.

Ainsi, selon Jacques ’t Kint, "l’acte accessoire ne paraît pas devoir être indispensable à la réalisation du but principal, mais il ne peut en être totalement indépendant. Une congrégation religieuse peut, à titre accessoire, vendre des objets pieux et le "Touring Club" des cartes routières. Mais la première ne peut pas vendre des fromages et la seconde des parfums" (1).

---

(1) Répertoire notarial, tome XIV, livre IX, "Associations sans but lucratif", 1987, p. 54.

Pour traduire cette idée, il serait toutefois plus clair de dire que l'activité lucrative doit être "en rapport avec l'activité désintéressée de l'ASBL".

Quant à l'exigence que l'activité lucrative soit "nécessaire", sa portée est encore plus difficile à déterminer.

Afin de remédier à ces difficultés d'interprétation, le professeur Coipel a notamment proposé la définition suivante de l'ASBL : "l'association sans but lucratif est celle qui, poursuivant un but supérieur, ne cherche pas son propre enrichissement direct ou l'enrichissement direct de ses membres" (1).

Cette définition est en harmonie avec la définition de l'association européenne vue plus haut et a le mérite d'éviter les difficultés d'interprétation suscitées par l'ancien texte.

Il est néanmoins utile de préciser dans la loi la mesure dans laquelle l'ASBL peut exercer des activités lucratives.

Compte tenu des considérations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose la définition suivante :

"L'association sans but lucratif est celle qui, poursuivant un but désintéressé, ne cherche pas son propre enrichissement ou l'enrichissement de ses membres.

---

(1) M. Coipel, op. cit., pp. 144 et suivantes.

Elle peut se livrer à des activités lucratives, à condition que celles-ci soient accessoires à une activité principale non lucrative et en rapport avec cette dernière et que les profits qui en résultent soient entièrement affectés à la réalisation du but désintéressé de l'association".

Article 1er, alinéas 3 et 4 en projet

1. A l'article 1er, alinéa 3, en projet, il y a lieu de remplacer le mot "responsabilité" par le mot "obligation" (voir article 14 de la loi actuelle).

2. Compte tenu de leur portée, il est proposé que les alinéas 3 et 4 en projet fassent l'objet d'articles distincts, qui trouveraient leur place après l'article 2 de la loi en projet (article 5 du projet).

Article 4

Observation préliminaire

L'article 1er bis en projet est mal placé et devrait figurer, en tout cas, après l'article 2 en projet ou mieux encore à la fin du Titre Ier de la loi en projet.

Article 1er bis, § 1er en projet

1. L'article 1er bis, § 1er, alinéa 1er, en projet, prévoit qu'une association étrangère qui a sur le territoire belge plusieurs sièges d'opération, n'est tenue de déposer le dossier la concernant, qu'auprès du greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel un siège d'opération est établi et laisse le choix à l'association étrangère lorsqu'elle a un siège d'opération dans le ressort de plus d'un tribunal.

Il serait souhaitable, qu'en cas de pluralité de sièges en Belgique d'une association étrangère, le projet impose à l'association d'indiquer, dans ses actes et sa correspondance, le lieu où son dossier est tenu.

Quant aux associations belges ayant plusieurs sièges en Belgique, le texte doit préciser que le dossier est tenu, en toute hypothèse, au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve son siège social.

2. A l'alinéa 1er en projet, il y a lieu de préciser, conformément à l'exposé des motifs, que c'est au greffe civil du tribunal de première instance que sont ouverts les dossiers des associations sans but lucratif.

La même observation vaut notamment pour les articles 17, § 8, alinéas 3 et 4 et 45, alinéa 1er, en projet.

3. L’alinéa 2 en projet dispose que le dossier visé à l’alinéa précédent est composé "de tous les documents qui doivent être déposés en application des dispositions de la présente loi, à l’exception des documents dont le dépôt est ordonné par l’article 17, § 5".

Plutôt que de renvoyer de manière générale aux "dispositions de la présente loi", il est préférable d’énumérer directement les documents qui doivent être déposés et de préciser les articles du projet où ces documents sont mentionnés pour la première fois.

Compte tenu de cette observation, il y a lieu d’adapter les articles 9, §§ 1er et 2 en projet, 10, § 2, en projet, 17, § 1er, alinéas 2 et 3 en projet et 23, alinéa 1er en projet.

4. Dans l’alinéa 3 en projet, il convient de préciser que le Roi limitera les frais de constitution du dossier au coût réel. Quant au traitement automatisé des données contenues dans les dossiers des associations, il ne peut se réaliser que dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l’égard des traitements de données à caractère personnel et plus particulièrement de ses articles 5 et 6.

Article 1er bis, § 2 en projet

Il convient d’utiliser le même système que celui suggéré pour l’article 1er bis, § 1er, alinéa 2, en projet.

Article 1er bis, § 3 en projet

1. Dans le texte français de l'article 1er bis, § 3, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire, à la seconde phrase :

"Les tiers peuvent néanmoins se prévaloir des actes, documents et décisions dont le dépôt ou la publication n'ont pas été effectués.".

2. Bien que le texte de l'article 1er bis, § 3, alinéa 2, s'inspire des lois coordonnées du 30 novembre 1935 sur les sociétés commerciales, il est préférable de prévoir, à l'article 1er bis, § 3, alinéa 2, que c'est le texte publié au Moniteur belge qui est opposable au tiers, à moins que l'association ne prouve qu'ils ont eu connaissance du texte déposé.

Article 5

1. L'article 2, 3°, de la loi du 27 juin 1921 prévoit que le nombre minimal des associés ne peut pas être inférieur à trois. Cette règle n'est pas reproduite à l'article 2, en projet, sans que les raisons de cette omission ne soient expliquées. En raison de son utilité, notamment en cas de décès d'associés, il convient de maintenir la règle.

2. L’article 2 en projet indique quelles sont les mentions obligatoires que l’on doit retrouver dans les statuts d’une ASBL.

Le 3° est relatif à la désignation du ou des buts en vue desquels elle est formée ainsi que l’activité qu’elle se propose de mettre en oeuvre pour atteindre ces buts.

Mieux vaut remplacer les mots "du ou des buts" par les mots "du but désintéressé ou des buts désintéressés qu’elle poursuit" et les mots "ainsi que l’activité" par les mots "ainsi que les activités".

3. Dans le texte français de l’article 2, alinéa 1er, 8°, en projet, l’on écrira comme dans la version néerlandaise :

"La destination du patrimoine de l’association en cas de dissolution.".

La même observation vaut également pour l’article 46, 5°.

Article 6

Il va de soi que la "convention contraire" mentionnée à l’article 3, § 2, en projet, est une convention conclue entre un tiers et celui qui s’engage pour l’association en formation et non une convention conclue entre les futurs associés.

Article 7

1. La phrase introductive de l'article 3bis en projet serait mieux rédigée comme suit :

"La nullité d'une association sans but lucratif ne peut être prononcée que par une décision judiciaire et dans les cas suivants :".

2. Au sujet du 2° de l'article 3bis, en projet, les délégués du ministre ont expliqué que cette cause de nullité doit s'apprécier au moment de la constitution de l'association et que les termes "but projeté" signifient "le but envisagé" mais qui n'est pas en tant que tel consacré par les statuts. Le contrôle par le tribunal du but ou de l'activité "projetés" n'étant pas possible, il est proposé de supprimer les mots "ou projetés".

En outre, le texte néerlandais du 2° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le 3° ne trouve pas sa place dans l'article 3bis mais devrait figurer dans les dispositions relatives à la dissolution de l'association.

Article 8

1. Compte tenu de la rédaction proposée pour la phrase introductive de l'article 3bis en projet, l'alinéa 1er de l'article 3ter en projet doit être omis.

2. L'article 3ter, alinéa 2, en projet, dispose que la décision judiciaire prononçant la nullité de l'association n'est opposable aux tiers qu'à partir du moment de sa publication "prescrite par l'article 1er bis, § 2, et aux conditions prévues par l'article 1er, § 3". Cette dernière référence est inadéquate et mieux vaut la remplacer par les termes "par cette même disposition".

Article 9

Il serait préférable de réécrire entièrement l'article 4 en projet.

Article 13

1. Il est préférable d'écrire : "Toutefois, la modification qui porte sur l'un des buts en vue desquels elle s'est formée ou sur l'une des activités qu'elle exerce ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des membres présents ou représentés à l'assemblée".

2. A l'alinéa 3 en projet, il est préférable d'écrire : "aux majorités prévues, selon le cas, par l'alinéa 1er ou l'alinéa 2".

Article 14

Sous réserve de l'observation n° 3 faite sous l'article 1er bis, § 1er, alinéa 2, en projet, l'article appelle les observations suivantes :

1. Les alinéas 2 et 3 de l'article 9 en projet trouveraient mieux leur place dans un article distinct plutôt que dans des dispositions traitant de la modification des statuts.

2. A l'alinéa 2 en projet, il y a lieu d'écrire : "... et des personnes habilitées à représenter l'association conformément à l'article 13, alinéa 3".

En effet, la référence à l'article 13, alinéa 2, résulte manifestement d'une erreur.

Quant au renvoi à l'article 13bis, il fait double emploi avec les mots "des délégués à la gestion journalière".

Article 18

L'alinéa 3 permet aux statuts de confier la représentation de l'association, en ce compris pour les

actions en justice, "à une ou plusieurs personnes, membres ou non du conseil d'administration".

De l'accord du délégué du ministre, il convient d'aligner la rédaction de l'alinéa 3 sur la rédaction de l'article 13bis, alinéa 1er, en projet et d'écrire "administrateurs ou non", "membres ou non" à la place de "membres ou non du conseil d'administration".

Article 23

1. Le commentaire de l'article 17 en projet indique que "l'un des reproches principaux adressés à l'association sans but lucratif est le caractère sommaire des exigences légales figurant dans la loi de 1921, quant aux modes de tenue de la comptabilité et de présentation des comptes annuels".

En vue de combler cette lacune, l'article 17 en projet fait une distinction entre les "grandes associations" et les "petites associations" (1). Les premières seront tenues d'établir leur comptabilité et leurs comptes annuels conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et de ses arrêtés d'exécution. Le Roi pourra toutefois adapter ces dispositions pour tenir compte de la nature particulière des activités des associations et de leur statut légal.

---

(1) Voir le commentaire de S. Mercier, "L'avant-projet de loi relatif aux ASBL", Comptabilité et Fiscalité pratiques, novembre 1997, pp. 63 à 65.

Elles devront également confier à un ou plusieurs commissaires le contrôle de la situation financière de leurs comptes annuels et de la régularité des opérations qui figurent dans ces comptes.

Ces comptes seront enfin transmis à la Banque nationale de Belgique qui vérifiera s'ils ne comportent pas d'erreurs.

Quant aux petites associations, elles devront tenir une comptabilité simplifiée.

2. Les auteurs du projet paraissent avoir perdu de vue l'article 13, alinéa 2, de la loi en vigueur selon lequel le conseil d'administration doit soumettre chaque année à l'assemblée générale, non seulement, les comptes de l'exercice écoulé mais aussi "le budget du prochain exercice" (1).

A défaut de justification dans l'exposé des motifs, le Conseil d'Etat ne voit pas de raison de supprimer cette exigence propre aux ASBL.

Le budget est nécessaire pour déterminer le montant des cotisations ainsi que leur affectation.

3. D'une manière générale, le texte en projet est très touffu et manque, à maints égards, de clarté.

---

(1) voir l'article 4, 3° devenu 5° du texte en projet.

L'alinéa 2 du paragraphe 1er en projet, est particulièrement obscur.

Des explications données par les délégués du ministre, il apparaît que trois catégories d'ASBL doivent être prises en considération pour l'application de ce paragraphe 1er en projet.

Pour les ASBL qui dépassent les seuils du paragraphe 2 en projet, le paragraphe 1er, en projet ne leur est pas applicable. Pour les ASBL qui ne dépassent pas ces seuils mais qui ont sollicité des libéralités auprès du public (1) au cours des trois exercices précédant celui de l'approbation de leurs comptes annuels, le paragraphe 1er, en projet leur est applicable. Enfin, pour les ASBL qui ne dépassent pas les seuils précités et qui n'ont pas fait

---

(1) L'expression "avoir sollicité des libéralités auprès du public" ne devrait-elle pas être précisée, au moins dans l'exposé des motifs ? En effet, nombreuses sont les ASBL qui ne financent pas leurs activités par l'appel plus ou moins régulier des cotisations ou le produit de leurs activités mais par l'appel à la générosité de tiers ou du public. Ainsi les auteurs du projet visent-ils par l'expression "avoir sollicité des libéralités auprès du public", les ASBL qui ont sollicité et obtenu le bénéfice du régime connu sous le nom de "mécénat fiscal" et institué par l'article 104, 3° ou 4° du Code des impôts sur les revenus 1992 ? Les auteurs visent-ils aussi les ASBL qui, conformément à l'arrêté royal du 22 septembre 1823 contenant des dispositions à l'égard des collectes dans les églises ou à domicile ont obtenu des autorités compétentes l'autorisation de faire des collectes à domiciles ? Visent-ils les autres collectes, qui tombent hors du champ d'application de l'arrêté royal précité et pour lesquelles pareille autorisation n'est pas requise. Enfin les auteurs du projet visent-ils les ASBL qui ont été autorisées conformément à la loi du 31 décembre 1851 sur les loteries ?

appel à des libéralités du public, il n'y a pas de dépôt de leurs comptes annuels au greffe du tribunal de première instance.

La disposition examinée doit être rédigée en faisant clairement apparaître les trois catégories précitées.

4. Le texte en projet énumère les critères à prendre en considération pour la qualification de l'ASBL à savoir "le total, pour l'exercice annuel, des recettes autres qu'exceptionnelles ou produits autres qu'exceptionnels, hors taxe sur la valeur ajoutée ou le nombre de travailleurs occupés, en moyenne annuelle", mais il revient au Roi le pouvoir de fixer les seuils de ces différents critères.

Il y a lieu d'omettre les mots "recettes autres qu'exceptionnelles ou".

En effet, au regard du droit comptable et plus particulièrement de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, la notion de "recette" n'est pas consacrée en tant que telle. Ainsi, en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal précité, les comptes annuels doivent indiquer "la nature et le montant des avoirs et droits de l'entreprise, de ses dettes, obligations et engagements ainsi que de ses moyens propres et, d'autre part, ... la nature et le montant de ses charges et de ses produits".

L’article 12, § 1er, alinéa 2, de l’arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises consacre lui aussi, la notion de produit lorsque la notion de chiffre d’affaires n’est pas d’application.

Il y a, dès lors lieu, de s’en tenir strictement à la terminologie du droit comptable.

La délégation donnée au Roi est critiquable. D’ailleurs, l’article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975, précitée, dont s’inspire la disposition examinée, détermine les seuils; le Roi n’est habilité qu’à les modifier.

5. Aux termes de l’alinéa 2 du paragraphe 2 en projet, "l’alinéa 1er n’est pas applicable aux associations soumises, en raison de la nature des activités qu’elles exercent à titre principal, à des règles particulières relatives à la tenue de leur comptabilité et à leurs comptes annuels".

Le commentaire de cette disposition cite notamment, à titre d’exemple, les hôpitaux, les caisses d’assurances sociales pour travailleurs indépendants et les services médicaux interentreprises.

Mais il fait également état de réglementations établies par les entités fédérées qui, généralement dans le cadre de l’octroi de subventions, imposent certaines obligations comptables.

Eu égard aux principes constitutionnels de l'égalité et de non-discrimination, il convient de prévoir qu'une telle dérogation pour ces ASBL, ne peut intervenir que pour autant que les obligations comptables qui pèsent sur elles en vertu de ces textes particuliers, soient au moins équivalentes à celles prévues dans la loi en projet. La même observation vaut pour l'alinéa 4 du paragraphe 2, en projet, lorsqu'il s'agit de dispenser les associations des règles en projet relatives au contrôle du ou des commissaires.

A cet égard, il convient :

a) à l'alinéa 3, en projet, de supprimer les mots "à l'exception des associations qui, pour le dernier exercice clôturé, répondent aux critères énoncés à l'article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975" et les mots "recettes ou";

b) de rédiger l'alinéa 4, en projet comme suit :

"Toutefois l'alinéa 3 n'est pas applicable :

1° aux associations qui, pour le dernier exercice clôturé, répondent aux critères énoncés à l'article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975;

2° aux associations soumises, en raison de la nature des activités ... (la suite comme à l'alinéa 4 en projet)".

6. Quant au cinquième alinéa du paragraphe 2, en projet, il permet une appréciation des critères visés aux alinéas 1er et 3, sur une base consolidée.

Les critères de consolidation proposés par l'avant-projet sont, dans une certaine mesure, empruntés à la septième directive du Conseil du 13 juin 1983 fondée sur l'article 54, § 3, point g) du traité, concernant les comptes consolidés (83/349/CEE). Ils sont inappropriés à la situation de plusieurs ASBL ayant des associés communs.

7. Les paragraphes 3 et 4 en projet s'inspirent dans une large mesure des articles 64 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Cependant, ces dernières dispositions sont plus complètes à maints égards.

Ainsi, le texte en projet est silencieux quant aux émoluments des commissaires, quant aux incompatibilités qui les touchent, quant à leur droit de défense lorsqu'ils sont révoqués ...

A la différence de l'article 64sexies, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ils ne disposent pas non plus du pouvoir de requérir des administrateurs d'être mis en possession, au siège de la société, d'informations relatives aux associations et sièges d'opération avec lesquels il existe des liens au sens du paragraphe 2, alinéa 5, en projet, dans la mesure où ces informations leur paraissent nécessaires pour contrôler la situation financière de l'association.

Pour combler cette lacune, il suffirait de faire référence aux articles 64 et suivants des lois sur les sociétés commerciales.

8. Il ressort du paragraphe 5, alinéa 1er, en projet que les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs au sens de l'article 3 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, constituées sous la forme d'ASBL ne devront pas déposer leurs comptes annuels auprès de la Banque nationale de Belgique.

Le commentaire de cette disposition indique que "cette exception est, en effet, nécessaire en raison du fait qu'en l'état actuel du droit, des organisations représentatives semblent pouvoir fonctionner sans recours à la personnalité juridique ni régime comptable. C'est pour éviter toute discrimination que cette exception est introduite dans le présent projet".

Cette explication ne justifie pas l'exception au regard des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination. Les organisations représentatives qui n'ont pas opté pour la personnalité juridique d'une ASBL, ne peuvent être comparées à des ASBL et inversement.

9. L'alinéa 3 du même paragraphe précise que le Roi détermine le montant et les modes de paiement des frais de publicité.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas à quoi se rapportent ces frais. Il ne peut s'agir des frais réclamés pour la copie de comptes annuels à la demande de tiers, la question faisant l'objet du paragraphe 8, en projet, ni des frais réclamés aux greffes des tribunaux de première instance pour la transmission des comptes annuels, l'alinéa 4, du même paragraphe, précisant que ces greffes obtiendront "sans frais et sans retard, de la Banque nationale de Belgique, copie de l'ensemble des documents visés à l'article 17, § 5 ...".

Les délégués du ministre n'ont pu expliquer ce que recouvraient ces frais.

10. Le troisième alinéa du paragraphe 6, en projet, fait une distinction terminologique entre les "erreurs" et les "erreurs substantielles" que peuvent révéler les comptes annuels transmis à la Banque nationale de Belgique.

Si le texte en projet s'inspire dans une certaine mesure de l'article 80, alinéa 9, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, il reste cependant très vague et pourrait donner lieu à des difficultés d'interprétation.

Il est, dès lors, suggéré d'omettre le mot "substantielles".

11. Le paragraphe 10 déroge à l'article 1382 du Code civil. Le Conseil d'Etat ne voit pas de raison de déroger au droit commun de la responsabilité civile. Dès lors, le paragraphe examiné doit être omis.

Article 24

1. En ce qui concerne l'article 18, alinéa 1er, 3°, en projet, il convient d'observer qu'une ASBL qui se livrerait, à titre principal, à une activité commerciale ou lucrative contreviendrait gravement, par là même, à ses statuts et à la loi.

Dès lors, les mots "se livre à titre principal à une activité commerciale ou lucrative" doivent être omis.

2. Il est proposé d'ajouter à l'article 18, alinéa 1er, en projet, un 5° rédigé comme suit :

"5° Ne comprend plus qu'un associé pendant une période de plus de trois mois".

En effet, une ASBL qui ne comprendrait qu'un associé s'apparenterait à une fondation qui est soumise à des règles différentes.

Article 25

Il serait préférable de réécrire entièrement l'article 19.

Article 26

A l'article 20, alinéa 1er, en projet, il serait plus simple de prévoir que l'assemblée générale ne peut

prononcer la dissolution de l’association que moyennant le respect des conditions prescrites pour les modifications des statuts.

Article 28

Bien que la modification en projet ne concerne que le texte néerlandais de l’article 22, en projet, il serait souhaitable de profiter de cette occasion pour préciser, dans le texte de l’article 22, alinéa 1er, de la loi, de quelles décisions il s’agit.

A défaut de dispositions statutaires, l’affectation des biens est déterminée, selon le cas, par l’assemblée générale qui décide la dissolution ou par les liquidateurs conformément à l’article 19, § 1er, alinéa 2.

Article 30

1. A la première phrase de l’article 24 en projet, il y a lieu de supprimer le membre de la phrase "y compris, le cas échéant, la répartition aux membres de ce qui leur est dû".

En effet, si les membres sont créanciers de l’ASBL, le remboursement de leur créance fait partie de "l’acquittement du passif". En parlant de répartition, le texte proposé crée une équivoque.

2. La deuxième phrase de l'article 24 en projet, doit être omise car la destination (et non la dévolution) est déjà réglée par les articles 19 et 22 du texte en projet.

Article 34

1. Le paragraphe 3 de l'article 26octies, en projet rend notamment applicable aux sièges d'opération des associations étrangères les dispositions de l'article 17, § 2, en projet, l'ensemble des sièges d'opération établis en Belgique étant considéré "sur une base consolidée pour le calcul des seuils" précités.

Il ne paraît pas justifié d'exiger des ASBL étrangères qui ont des sièges d'opération en Belgique d'établir des comptes distincts pour leur siège d'opération belge. Certes, cette exigence est prévue pour les sociétés commerciales, mais elle ne leur impose pas une charge puisque celles-ci sont imposables en Belgique sur les bénéfices de leur succursale belge qui doivent être déterminés sur la base d'une comptabilité distincte. Au contraire, une ASBL n'est en principe pas taxable sur ses biens et bénéfices.

Au cas où les auteurs du projet maintiendraient une comptabilité distincte pour les sièges d'opération belges, il n'y a pas lieu de se référer à une "base consolidée" lorsqu'il s'agit simplement de totaliser les avoirs de plusieurs sièges d'opération d'une même personne morale.

La deuxième phrase du paragraphe 3 doit, dès lors, être rédigée comme suit :

"Pour l'application de ces dispositions, l'ensemble des sièges d'opération belges est considéré comme une association sans but lucratif distincte pour le calcul des seuils et ... (la suite comme au projet).".

2. Le paragraphe 4 en projet prévoit la possibilité d'une fermeture du siège d'opération lorsque ses activités contreviennent à l'ordre public. Qu'en sera-t-il s'il est constaté que ces activités ne sont pas en conformité avec le but social et l'activité principale de l'association étrangère ou si le siège d'opération méconnaît la loi belge ?

IV. OBSERVATIONS RELATIVES AUX FONDATIONS D'UTILITE PUBLIQUE

Article 35

Les textes en projet contiennent principalement des modifications terminologiques, les termes "établissement d'utilité publique" étant remplacés par les termes "fondation d'utilité publique".

Dans le même souci de cohérence terminologique, il serait préférable dans le texte français de l'article 30, alinéa 2, 1°, de la loi du 27 juin 1921, précitée de remplacer les termes "l'objet ou les objets" par les termes

"le but ou les buts", cette expression étant utilisée dans la définition de l'ASBL.

Article 37 (Partim)

L'article 37 du projet paraît soumettre les fondations, même d'utilité publique, à la taxe annuelle compensatoire des droits de succession alors qu'elles n'étaient pas soumises à cette taxe jusqu'à présent.

Or, le grand avantage des fondations d'utilité publique par rapport aux ASBL est qu'elles échappent à cette taxe, qui peut être évidemment fort lourde si le patrimoine affecté à la fondation est important.

Peut-être ne s'agit-il que d'une erreur d'inadvertance.

Dans le cas contraire, l'attention des auteurs du projet est attirée sur ce que cette réforme mettrait en péril les ressources d'oeuvres utiles à la collectivité.

V. OBSERVATIONS RELATIVES AUX FONDATIONS PRIVEES

1. Une des principales innovations de l'avant-projet est d'instituer, à côté des fondations d'utilité publique existantes, des fondations privées.

L'exposé des motifs est extrêmement laconique sur la justification de cette importante innovation.

Quels sont les cas dans lesquels une fondation d'utilité publique ne pourrait répondre aux besoins d'une fondation privée ?

Les exemples donnés dans l'exposé des motifs, sous l'article 36, ne sont guère convaincants.

Certains entrent dans la définition d'une oeuvre de caractère artistique (sauvegarde d'une collection d'oeuvres d'art) ou de caractère philanthropique (la création d'une oeuvre, et peut-être le soutien au développement d'une région).

Si l'énumération contenue à l'article 27 de la loi du 27 juin 1921 est trop étroite, on pourrait la compléter en ajoutant, par exemple, la sauvegarde dans l'intérêt du public de monuments ou de sites.

En revanche, "la certification de titres de sociétés, à l'instar de la stichting de droit néerlandais", n'entre certainement pas dans le but d'une fondation privée, car, en cas de dissolution de la fondation, son actif net doit être dévolu en fonction du principe de destination désintéressée (article 52 en projet). Or les propriétaires d'actions qui les ont échangées contre des certificats de la fondation seraient assurément déçus d'apprendre qu'en cas de dissolution de la fondation, leurs actions iront à une oeuvre désintéressée.

2. L’avant-projet prévoit que le patrimoine de la fondation privée sera soumis annuellement à la taxe compensatoire des droits de succession (article 37, § 3, du projet).

Si les fondations privées sont soumises à la taxe alors que les fondations d’utilité publique ne le sont pas, les intéressés préféreront toujours la fondation d’utilité publique à la fondation privée, de sorte que cette innovation sera lettre morte.

3. En conclusion, le Conseil d’Etat n’aperçoit pas la justification de l’institution d’une fondation privée telle qu’elle a été conçue dans le projet.

VI. OBSERVATIONS FINALES DE LEGISTIQUE

De manière générale, la qualité de rédaction pourrait être améliorée afin de mieux tenir compte des règles de légistique formelle et d’atténuer l’impression de lourdeur et d’inutile complexité que donne le texte en projet.

Le fait que certains articles ou partie d’articles reproduisent des dispositions déjà contenues dans la loi du 27 juin 1921 précitée ou dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales n’empêche pas cet effort d’amélioration.

Les observations qui suivent sont faites sous réserve de l'observation générale formulée au début du présent avis et des observations formulées lors de l'examen des articles du texte en projet.

A. Observations générales

1. L'obligation se marque par l'indicatif présent et non par les verbes "devoir", "avoir l'obligation de" ou "être tenu de" (exemples : article 2 (1), 3ter, alinéa 1er (2), 10, §§ 1er et 2, 11 (3), 17, § 2, alinéas 1er et 3 en projet).

2. Mieux vaut rédiger les textes à l'indicatif présent plutôt qu'au futur simple (exemple : texte français de l'article 2, alinéa 1er, 5°, en projet (4), texte français de l'article 11, alinéa 2 (5), en projet et texte français de l'article 26, en projet (6)).

---

(1) Inspiré par l'article 2 de la loi du 27 juin 1921.

(2) Inspiré par l'article 13quater, § 1er, alinéa 1er des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

(3) Inspiré par l'article 11 de la loi du 27 juin 1921.

(4) Inspiré par l'article 2, 6° de la loi du 27 juin 1921.

(5) Inspiré par l'article 82 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

(6) Inspiré par l'article 11 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

3. Il y a lieu, dans les phrases liminaires, d'indiquer les modifications encore en vigueur subies par les articles qui sont modifiés, remplacés ou abrogés.

4. Chaque article ou partie d'article devant pouvoir se lire de manière autonome, il convient d'identifier de manière suffisante les concepts utilisés (exemple : à l'article 13bis, alinéa 2 en projet (1), l'on écrira : "la nomination, la révocation et les attributions des personnes mentionnées à l'alinéa 1er ..." en lieu et place de "Leur nomination, leur révocation et leurs attributions ...").

5. Lorsqu'à l'intérieur d'une phrase des subdivisions numérotées s'imposent, le numérotage doit se faire par 1°, 2°, 3°, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc. (exemples : articles 11, 17, 25 et 26 du projet).

B. Observations particulières

Article 3
(article 1er en projet)

L'article 2 ayant déjà apporté une modification à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements

---

(1) Inspiré par l'article 63 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

d’utilité publique, la phrase liminaire de l’article 3 peut être rédigée comme suit : "L’article 1er de la même loi est remplacé par la disposition suivante : ...".

Article 4
(article 1er bis en projet)

A la phrase liminaire, il y a lieu de remplacer le mot "libellé" par le mot "rédigé".

La même observation vaut pour les articles 7 et 8.

Article 5
(article 2 en projet)

1. Dans le texte français de l’article 2, alinéa 1er, 5°, en projet, il y a lieu d’écrire : "... sont portées ...".

2. Contrairement à ce qui est mentionné dans l’exposé des motifs, l’article 2, alinéa 1er, 6°, en projet ne mentionne nullement le délégué à la gestion journalière (ni expressément ni par renvoi à l’article 13bis en projet).

La même observation vaut pour les articles 3, § 1er, alinéas 1er et 2, 46, 4° et 47, § 1er, alinéa 1er en projet.

Article 15
(article 10 en projet)

Au paragraphe 1er, 3e phrase, il y a lieu d'écrire : "... au siège de l'association".

Article 16
(article 11 en projet)

A l'article 11, alinéa 2 en projet, les mots "suivant les circonstances" seront omis.

Article 18
(article 13 en projet)

Dans le texte français de l'alinéa 1er, deuxième phrase en projet, il y a lieu d'écrire : "... dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires".

La même observation vaut pour l'article 48 en projet, première phrase.

Article 19
(article 13bis en projet)

1. A la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire : "Un article 13bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

2. Dans le texte français de l'alinéa 1er, les mots "des affaires" sont inutiles et seront omis (Cf. version néerlandaise de l'avant-projet).

3. A l'alinéa 2 de l'article 13bis en projet, il y a lieu d'écrire : "La nomination, la révocation et les attributions des personnes mentionnées à l'alinéa 1er ...".

La même observation vaut pour l'article 48bis en projet.

Article 21
(article 15 en projet)

La phrase liminaire introduit une modification à l'article 15, alinéa 1er, alors que le 2° concerne l'ensemble de l'article.

Article 22
(article 16 en projet)

Mieux vaut réécrire entièrement l'article 16, alinéas 2 et 3.

La phrase liminaire de l'article 23 sera, dès lors, rédigée comme suit : "L'article 17 de la même loi est remplacé par la disposition suivante ...".

Article 23
(article 17 en projet)

1. A l'article 17, § 2, alinéa 3, en projet, il y a lieu d'écrire : "... énoncés à l'article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975 précitée ...".

2. A l'article 17, § 2, alinéa 5, en projet, les mots "c'est-à-dire" seront omis, une nouvelle phrase commençant par le mot "Lorsqu'une".

3. Au paragraphe 5, dernier alinéa, il y a lieu d'écrire : "Le dépôt n'est accepté que si les dispositions arrêtées en exécution de l'alinéa 3 du présent paragraphe sont respectées".

Article 25
(article 19 en projet)

1. Au paragraphe 2 en projet, il serait préférable d'écrire : "L'action en dissolution fondée sur l'article 18, alinéa 1er, 4° ...".

2. Dans le texte français du paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu de rajouter le mot "la" avant le mot "clôture".

Article 34
(article 26octies en projet)

Au paragraphe 3, alinéa 2, in fine, les mots "établi conformément à cet article" sont inutiles.

Chapitre II

Il est préférable de fusionner les chapitres II et III et d'intituler le nouveau chapitre II "Autres dispositions modificatives".

Il y a lieu de consacrer un article distinct par modification.

Il convient, par ailleurs, de tenir compte des modifications suivantes :

- l'article 140, 2°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe a été modifié par l'arrêté royal du 27 juillet 1961;

- l'article 59, 2°, du Code des droits de succession a été remplacé par l'arrêté royal du 23 décembre 1958 et modifié par l'arrêté royal du 27 juillet 1961;

- l'article 148bis du même code a été inséré par la loi du 22 décembre 1989.

Article 38

Il y a lieu d'écrire :

"Art. ... Dans l'article 1er de la loi du 22 décembre 1989 relative à la protection du logement familial, les mots "un établissement" sont remplacés par les mots "une fondation".

Art. ... Dans l'article 22, § 1er, alinéa 2 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, remplacé par la loi du 4 avril 1995, le mot "établissements" est remplacé par le mot "fondations".

Art. ... Dans l'article 58 de la loi du 4 avril 1995 portant des dispositions fiscales et financières, le mot "établissements" est remplacé par le mot "fondations".

La rédaction du second article s'explique par le fait que l'article 29 de la loi du 4 avril 1995 portant des dispositions fiscales et financières ne faisait que remplacer l'article 22, § 1er, alinéa 2 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne.

C'est donc ce dernier texte qui doit être actuellement modifié.

Signatures

Il n'y a pas lieu d'écrire deux fois le nom de chaque ministre signataire.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

I. ONDERWERP VAN HET ONTWERP

Het ontwerp strekt tot grondige herziening van de regels voor het statuut van de verenigingen zonder winstoogmerk (hierna te noemen VZW's), waarbij "de veelzijdigheid" en "de eenvoud" van deze instelling echter gehandhaafd blijven. In de memorie van toelichting wordt er ook op gewezen dat gestreefd wordt naar meer doorzichtigheid en een betere controle om misbruiken te voorkomen.

"De tekst van het ontwerp voorziet voornamelijk in de volgende wijzigingen :

- onderwerping van de belangrijke verenigingen aan de boekhoudkundige rechtsregeling bepaald bij de wet van 17 juli 1975, waarbij de nodige aanpassingen worden aangebracht;

- centralisatie van alle gegevens in een dossier dat voor iedere vereniging wordt aangelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg, waarbij derden het dossier kunnen raadplegen en een kopie van de stukken ervan kunnen verkrijgen;

- eenvoudige maar volledige regeling betreffende de bekendmaking van de akten van de vereniging, alsmede inzake de tegenstelbaarheid van die akten aan derden;

- betere regeling inzake de wijzen van vertegenwoordiging van de vereniging;

- rationele strafregeling bij niet-nakoming van de formaliteiten;

- opheffing van bepaalde overbodige formaliteiten;

- procedure betreffende de ontbinding van niet meer actieve verenigingen;

- regeling inzake de erkenning van en de bekendmakingsplicht voor centra van werkzaamheden die in België door een buitenlandse vereniging worden geopend.".

Daarnaast wordt ook de definitie van de VZW gewijzigd, waarbij uitdrukkelijk wordt erkend dat ze commerciële of winstgevende activiteiten mag verrichten voor zover die ondergeschikt zijn aan de niet-winstgevende hoofdactiviteit en nodig om het doel van de vereniging te kunnen bereiken, en worden de nationaliteits- en de verblijfsvoorwaarde voor deelgenoten opgeheven.

Een aantal van die wijzigingen zijn rechtstreeks gebaseerd op de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Dat geldt onder meer voor het ontworpen artikel 1bis, waarbij enerzijds wordt opgelegd dat voor iedere VZW ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg een dossier wordt neergelegd (zie in die zin artikel 10, § 2, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen), welk dossier de statuten bevat, de lijst van de leden, de naam van de personen die het dagelijkse bestuur verzorgen en de vereniging vertegenwoordigen ... en waarbij anderzijds de bekendmaking bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad wordt opgelegd van bepaalde stukken die deel uitmaken van het genoemde dossier (zie in die zin artikel 10, §§ 3 en 4, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen).

Het ontworpen artikel 3, § 2, bepaalt in navolging van artikel 13bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, dat in naam van een vereniging verbintenissen kunnen worden aangegaan voordat deze rechtspersoonlijkheid heeft gekregen.

Ook het ontworpen artikel 3ter betreffende de nietigheid van een vereniging is grotendeels gebaseerd op de artikelen 13quater en 13quinquies van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Dezelfde constatering geldt voor het ontworpen artikel 11, tweede lid, wanneer het bepaalt dat iemand die verbintenissen heeft aangegaan zonder in de akten te vermelden dat hij voor rekening van een VZW handelt en duidelijk aan te geven om welke VZW het gaat, persoonlijk aansprakelijk kan worden gesteld (zie de artikelen 81, 82, 114, 138, 138bis, 139 en 160 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen).

Het ontworpen artikel 13bis, dat betrekking heeft op het statuut van de personen die het dagelijks bestuur van de verenigingen verzorgen, hangt nauw samen met de regels in artikel 63 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Krachtens het ontworpen artikel 17 moeten sommige verenigingen voortaan hun boekhouding voeren en hun jaarrekening opmaken overeenkomstig de bepalingen van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en van de besluiten tot uitvoering ervan.

Bovendien moeten diezelfde verenigingen hun rekening indienen bij de Nationale Bank van België (balanscentrale). Ook moeten ze de controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en de regelmatigheid van de verrichtingen van de vereniging toevertrouwen aan één of meer commissarissen.

In het ontworpen artikel 19, § 2, wordt de ontbinding van niet-actieve verenigingen geregeld op overeenkomstige wijze als die waarop de vereffening van niet-actieve handelsvennootschappen geregeld is in artikel 177sexies van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Het ontworpen artikel 26 bevat een soortgelijke regel als die van artikel 11 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, krachtens welke iedere rechtsvordering ingesteld door een vereniging die onder meer haar boekhoudkundige stukken of de stukken betreffende haar vereffening of samenstelling niet zal hebben ingediend, onontvankelijk is, waarbij de rechter haar echter een termijn kan toekennen om haar toestand te regulariseren.

Het ontworpen artikel 26octies ten slotte is, voor zover het betrekking heeft op de centra van werkzaamheden van buitenlandse verenigingen, ook gebaseerd op artikel 198 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

II. ALGEMENE OPMERKING

Aangezien de wijzigingen die bij de ontworpen tekst in de reeds meermaals gewijzigde wet van 27 juni 1921 worden aangebracht, ingrijpend zijn, zou het beter zijn een nieuwe wet op te stellen en de wet van 27 juni 1921 op te heffen. Indien niet op die manier te werk wordt gegaan, dient op zijn minst de wet zoals die eruit zal zien na de goedkeuring van de geplande hervorming, een coherente structuur te

hebben en dienen de bepalingen ervan duidelijk en beknopt te zijn zodat ze gemakkelijk door de burgers begrepen kunnen worden. Het ontwerp moet dan ook grondig worden herzien : de artikelen moeten een logische volgorde krijgen (zie bijvoorbeeld de plaats van het ontworpen artikel 1bis), de ontworpen bepalingen moeten over een groter aantal artikelen worden verdeeld (zie bijvoorbeeld het ontworpen artikel 17, dat meer dan zeven bladzijden beslaat), het opdelen van vrij omslachtige artikelen in kleinere stukken moet vermeden worden (zie bijvoorbeeld de inleidende zin van artikel 23) en sommige bijzonder onduidelijke passages moeten worden herschreven (zie bijvoorbeeld het ontworpen artikel 17, § 1, tweede lid). In voorkomend geval kan de wetgever de Koning machtigen om de artikelen te vernummeren.

III. OPMERKINGEN OVER DE VZW's

Artikel 1

Luidens deze bepaling valt de ontworpen wet onder de procedure van het onvolledige bicamerisme (artikel 78 van de Grondwet), terwijl in het ontworpen artikel 18 de rechtbank van eerste aanleg de bevoegdheid krijgt om een VZW te ontbinden.

Laatstgenoemde bepaling moet bijgevolg, krachtens artikel 77 van de Grondwet, de procedure van het volledige bicamerisme doorlopen.

Artikel 1 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 2

Voorgesteld wordt het opschrift van de wet van 27 juni 1921 als volgt te wijzigen :

"Wet op de verenigingen zonder winstoogmerk en op de stichtingen.".

Het zou immers een anachronisme zijn te blijven spreken van een wet waarbij rechtspersoonlijkheid aan de VZW’s wordt toegekend, terwijl dat al driekwart eeuw het geval is. De toekenning van rechtspersoonlijkheid is trouwens niet meer het hoofddoel van de wet.

Artikel 3

Ontworpen artikel 1, tweede lid

In artikel 1 van het gewijzigd voorstel voor een verordening (EEG) van de Raad betreffende het statuut van de Europese vereniging (93/C 236/01), staat dat de opbrengst van iedere economische activiteit uitgeoefend door de Europese vereniging uitsluitend voor de verwezenlijking van haar doel bestemd is, waarbij een winstverdeling onder de leden uitgesloten is.

Deze definitie sluit niet uit dat een vereniging handelsactiviteiten of economische activiteiten kan uitoefenen.

De ontworpen wet handhaaft echter het principiële verbod dat een VZW handelsactiviteiten of winstgevende activiteiten uitoefent

> "... behalve indien het gaat om nevenactiviteiten verricht naast een niet-winstgevende hoofdactiviteit die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van het doel ervan.".

Deze uitzondering is reeds terug te vinden in een vroegere uitlegging, in de rechtspraak en de rechtsleer, van artikel 1, tweede lid, van de genoemde wet van 27 juni 1921.

Professor Coipel heeft in een studie die hij heeft gewijd aan het thema "rôle économique des ASBL au regard du droit des sociétés et de la commercialité" (1), gewezen op de voornaamste controverses waartoe het maken van die uitzondering aanleiding heeft gegeven en die te wijten zijn aan de uitleg die aan die uitzondering wordt gegeven.

De parlementaire voorbereiding van de genoemde wet van 27 juni 1921 ligt grotendeels aan de basis van deze uiteenlopende interpretaties van de begrippen "nijverheids- of handelszaken" en "nevenactiviteit".

---

(1) in "Les ASBL, évaluation critique d'un succès", Commission droit et vie des affaires de l'Université de Liège, XXXVIIe Seminarie 20-21 maart 1985, Story-Scientia, 1985, blz. 125 e.v.

De vraag die verschillende auteurs zich hebben gesteld en waarop verschillende antwoorden zijn gegeven, is of artikel 1, tweede lid, van de genoemde wet van 27 juni 1921 iedere activiteit van commerciële of industriële aard uitsluit of alleen die welke winstgevend is, dat wil zeggen, die uitgeoefend wordt met het doel meer inkomsten te verwerven dan er uitgaven zijn.

Zal de ontworpen definitie van VZW's een einde maken aan die controverses ?

Het begrip "handelsactiviteiten" (activités commerciales) kan op twee manieren worden uitgelegd. In de rechtsleer wordt een onderscheid gemaakt tussen activiteiten van commerciële aard (activités à caractère commercial) en activiteiten in de commerciële sector (activités de nature commerciale).

Bij de eerste soort is er sprake van

> "... la répétition d'actes de commerce avec un but de lucre au sens subjectif (1) du terme; on est alors dans le champ de la commercialité, avec toutes les conséquences qui en découlent; les deuxièmes supposent la répétition d'actes de commerce sans but de lucre au

---

(1) M. Coipel, "Le rôle économique des ASBL au regard du droit des sociétés et de la commercialité", op. cit., blz. 106; de auteur is van mening : "le lucre subjectif est la volonté égoïste de s'enrichir, l'esprit mercantile. Le lucre objectif est simplement la recherche de gains, de bénéfices. Que ce profit soit destiné à des fins égoïstes, altruistes ou autres n'importe pas".

sens subjectif du terme; cette activité est de nature civile." (1).

Het begrip winstgevende activiteiten wordt over het algemeen opgevat als een werkzaamheid die winst, profijt, baat oplevert, geld opbrengt. Eigenlijk wordt die aard van activiteit gedefinieerd in relatie tot de doelstelling van degene die ze uitoefent.

Activiteiten in de commerciële sector in de hierboven omschreven zin zijn derhalve noodzakelijk winstgevende activiteiten. Activiteiten van commerciële aard daarentegen kunnen al of niet winstgevend zijn, naargelang ze al dan niet worden uitgeoefend om meer inkomsten te verwerven dan er uitgaven zijn.

Bij het definiëren van VZW's zou men er derhalve mee kunnen volstaan te spreken van "winstgevende" activiteiten.

Het begrip "neven" (vgl. in de Franse tekst van het ontwerp het adjectief "accessoire") heeft ook geleid tot interpretatieproblemen.

Kan men ervan uitgaan dat de winstgevende activiteit van een vereniging bijkomstig is omdat de winsten die daardoor gemaakt worden, uitsluitend worden aangewend om het onbaatzuchtige hoofddoel van die vereniging te verwezenlijken ?

---

(1) Ibidem, blz. 108.

Het antwoord dat de rechtsleer hierop geeft is meestal ontkennend.

Zo bijvoorbeeld zegt Jacques ’t Kint, "l’acte accessoire ne paraît pas devoir être indispensable à la réalisation du but principal, mais il ne peut en être totalement indépendant. Une congrégation religieuse peut, à titre accessoire, vendre des objets pieux et le "Touring Club" des cartes routières. Mais la première ne peut pas vendre des fromages et la seconde des parfums" (1).

Die gedachtegang zou echter beter worden weergegeven door te zeggen dat er "een verband moet bestaan tussen de onbaatzuchtige activiteit van de VZW" en de winstgevende activiteit.

Het vereiste dat de winstgevende activiteit "noodzakelijk" is, is nog moeilijker te bepalen.

Om die interpretatieproblemen te verhelpen, heeft professor Coipel meer bepaald de volgende definitie voorgesteld voor de VZW’s : "l’association sans but lucratif est celle qui, poursuivant un but supérieur, ne cherche pas son propre enrichissement direct ou l’enrichissement direct de ses membres" (2).

---

(1) Répertoire notarial, deel XIV, boek IX, "Associations sans but lucratif", 1987, blz. 54.

(2) M. Coipel, op. cit., blz. 144 e.v.

Deze definitie stemt overeen met de hierboven aangehaalde definitie van de Europese vereniging en heeft de verdienste dat ze de interpretatieproblemen voorkomt waartoe de vorige tekst aanleiding gaf.

Het is nochtans nuttig om in de wet aan te geven in hoeverre VZW's winstgevende activiteiten mogen uitoefenen.

Gelet op het bovenstaande stelt de Raad van State de volgende definitie voor :

"Een vereniging zonder winstoogmerk is een vereniging die bij het nastreven van een onbaatzuchtig doel geen verrijking van zichzelf of van haar leden nastreeft.

Ze mag winstgevende activiteiten uitoefenen op voorwaarde dat die ondergeschikt zijn aan een niet-winstgevende hoofdactiviteit en met die hoofdactiviteit verband houden en dat de winst die daaruit voortvloeit volledig bestemd wordt voor de verwezenlijking van het onbaatzuchtige doel van de vereniging".

Ontworpen artikel 1, derde en vierde lid

1. In het ontworpen artikel 1, derde lid, schrijve men "Op de leden rust in deze hoedanigheid geen persoonlijke verplichting ten aanzien van de verbintenissen van de vereniging" (zie artikel 14 van de huidige wet).

2. Vanwege de strekking van het derde en het vierde lid, wordt voorgesteld dat ze als afzonderlijke artikelen worden opgenomen, die een plaats zouden krijgen na artikel 2 van de ontworpen wet (artikel 5 van het ontwerp).

Artikel 4

Voorafgaande opmerking

Het ontworpen artikel 1bis staat niet op de juiste plaats en zou in ieder geval na het ontworpen artikel 2 moeten komen, of beter nog aan het einde van Titel I van de ontworpen wet.

Ontworpen artikel 1bis, § 1

1. Luidens het ontworpen artikel 1bis, § 1, eerste lid, hoeft een buitenlandse vereniging die op het Belgische grondgebied verscheidene centra van werkzaamheden heeft, alleen maar ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg in het rechtsgebied waarvan een centrum van werkzaamheden gevestigd is, een dossier over zichzelf in te dienen, en heeft ze de keuze wanneer ze in het rechtsgebied van meer dan één rechtbank een centrum van werkzaamheden heeft.

Het is wenselijk dat in het ontwerp wordt voorgeschreven dat een buitenlandse vereniging, wanneer ze verscheidene centra in België heeft, in haar akten en briefwisseling de plaats vermeldt waar haar dossier wordt bijgehouden.

Wat de Belgische verenigingen met verscheidene centra in België betreft, moet in de tekst bepaald worden dat het dossier in ieder geval wordt bijgehouden op de griffie van de rechtbank in het rechtsgebied waarvan de hoofdzetel gevestigd is.

2. In het ontworpen eerste lid dient gepreciseerd te worden, zoals in de memorie van toelichting, dat de dossiers van de verenigingen zonder winstoogmerk op de griffie voor burgerlijke zaken van de rechtbank van eerste aanleg worden aangelegd.

Dezelfde opmerking geldt onder meer ook voor de ontworpen artikelen 17, § 8, derde en vierde lid, en 45, eerste lid.

3. In het ontworpen tweede lid staat dat het dossier bedoeld in het voorgaande lid bestaat uit "alle stukken die overeenkomstig de bepalingen van deze wet moeten worden neergelegd, met uitzondering van de stukken die krachtens artikel 17, § 5, moeten worden neergelegd".

Het is beter de stukken die neergelegd moeten worden rechtstreeks op te sommen en aan te geven in welke artikelen van de wet die stukken voor de eerste keer worden genoemd, in plaats van in het algemeen te verwijzen naar de "bepalingen van deze wet".

Gelet op deze opmerking moeten de ontworpen artikelen 9, §§ 1 en 2, 10, § 2, 17, § 1, tweede en derde lid en 23, eerste lid, worden aangepast.

4. In het ontworpen derde lid moet gepreciseerd worden dat de Koning de kosten voor het aanleggen van het dossier beperkt tot de werkelijke kostprijs. De geautomatiseerde verwerking van de gegevens van de dossiers van de verenigingen kan alleen maar met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, meer bepaald van de artikelen 5 en 6 ervan.

Ontworpen artikel 1bis, § 2

Ook hier dient te werk te worden gegaan zoals voorgesteld voor het ontworpen artikel 1bis, § 1, tweede lid.

Ontworpen artikel 1bis, § 3

1. In de Franse tekst van artikel 1bis, § 3, eerste lid, schrijve men in de tweede zin :

"Les tiers peuvent néanmoins se prévaloir des actes, documents et décisions dont le dépôt ou la publication n’ont pas été effectués.".

2. Ofschoon de tekst van artikel 1bis, § 3, tweede lid, gebaseerd is op de gecoördineerde wetten van 30 november 1935 op de handelsvennootschappen, zou het beter zijn in artikel 1bis, § 3, tweede lid, te bepalen dat de tekst die in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt tegenwerpbaar is aan derden, tenzij de vereniging bewijst dat die derden kennis hebben gehad van de neergelegde tekst.

Artikel 5

1. Artikel 2, 3°, van de wet van 27 juni 1921 bepaalt dat het minimumaantal leden niet minder dan drie mag bedragen. Dat voorschrift is niet overgenomen in het ontworpen artikel 2, zonder dat daarvoor redenen zijn opgegeven. Gezien het nut ervan, inzonderheid wanneer één van de deelgenoten overlijdt, moet het voorschrift gehandhaafd blijven.

2. Het ontworpen artikel 2 geeft aan welke gegevens verplicht vermeld moeten worden in de statuten van een VZW.

Punt 3° heeft betrekking op het doel of de doeleinden met het oog waarop de vereniging is opgericht en op de activiteit die ze van plan is uit te oefenen om die doeleinden te bereiken.

Het zou beter zijn te schrijven "... van het onbaatzuchtige doel of de onbaatzuchtige doeleinden die ze nastreeft, alsook de activiteiten die ze ...".

3. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 2, eerste lid, 8˚, schrijve men zoals in de Nederlandse versie :

"La destination du patrimoine de l’association en cas de dissolution.".

Dezelfde opmerking geldt ook voor artikel 46, 5˚.

Artikel 6

Het spreekt vanzelf dat de woorden "Tenzij anders is overeengekomen" in het ontworpen artikel 3, § 2, slaan op een overeenkomst tussen een derde en diegene die een verbintenis aangaat voor de vereniging in oprichting en niet op een overeenkomst die wordt afgesloten onder toekomstige deelgenoten.

Artikel 7

1. Het zou beter zijn de inleidende zin van het ontworpen artikel 3bis als volgt te stellen :

"De nietigheid van een vereniging zonder winstoogmerk kan alleen bij rechterlijke beslissing en in de hiernavolgende gevallen worden uitgesproken :".

2. Met betrekking tot punt 2° van het ontworpen artikel 3bis, hebben de gemachtigden van de minister uitgelegd dat de nietigheidsgrond beoordeeld moet worden op het tijdstip waarop de vereniging wordt opgericht en dat het "voorgenomen doel" het behoorde doel betekent, dat echter niet als zodanig in de statuten is opgenomen. Aangezien het "voorgenomen" doel of de "voorgenomen" activiteit niet door een rechtbank gecontroleerd kan worden, wordt voorgesteld de woorden "of voorgenomen" te laten vervallen.

In de Nederlandse tekst dient het woord "statutaire" te worden herhaald en schrijve men dus : "2° wanneer het statutaire doel of de statutaire activiteit strijdig is met de wet of de openbare orde".

3. Punt 3 hoort niet thuis in artikel 3bis, maar moet opgenomen worden in de bepalingen over de ontbinding van de vereniging.

Artikel 8

1. Vanwege de redactie die voor de inleidende zin van het ontworpen artikel 3bis wordt voorgesteld, moet het eerste lid van het ontworpen artikel 3ter vervallen.

2. Het ontworpen artikel 3ter, tweede lid, bepaalt dat de rechterlijke beslissing waarbij de nietigheid van de vereniging wordt uitgesproken, pas tegenwerpbaar is aan

derden "vanaf de bij artikel 1bis, § 2 voorgeschreven bekendmaking van de beslissing en volgens de bepalingen van artikel 1, § 3". Laatstgenoemde verwijzing klopt niet, zodat het beter zou zijn te schrijven : "vanaf de bij artikel 1bis, § 2, voorgeschreven bekendmaking van de beslissing, volgens de in diezelfde bepaling gestelde voorwaarden".

Artikel 9

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 4 volledig te herschrijven.

Artikel 13

1. Het zou beter zijn te schrijven : "Wanneer de wijziging evenwel betrekking heeft op een van de doeleinden waarvoor de vereniging is opgericht of op één van de activiteiten die ze uitoefent, kan ze alleen worden goedgekeurd met een meerderheid van vier vijfde van de stemmen van de leden die op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn".

2. In het ontworpen derde lid zou het beter zijn te schrijven : "met naar gelang van het geval de meerderheid vastgesteld in het eerste lid of het tweede lid".

Artikel 14

Onder voorbehoud van opmerking nr. 3 gemaakt bij het ontworpen artikel 1bis, § 1, tweede lid, behoeft dit artikel de volgende opmerkingen :

1. Het zou beter zijn het ontworpen tweede en het ontworpen derde lid van artikel 9 op te nemen in een afzonderlijk artikel in plaats van in bepalingen over wijziging van de statuten.

2. In het ontworpen tweede lid schrijve men : "... en van de personen gemachtigd om de vereniging overeenkomstig artikel 13, derde lid, te vertegenwoordigen".

De verwijzing naar artikel 13, tweede lid, is immers kennelijk een vergissing.

De verwijzing naar artikel 13bis overlapt de woorden "van de personen aan wie het dagelijks bestuur is opgedragen".

Artikel 18

Luidens het derde lid kan de vertegenwoordiging van de vereniging, ook in rechte, in de statuten worden toevertrouwd "aan één of meer personen, al dan niet lid van de raad van bestuur".

De redactie van het derde lid moet afgestemd worden op de redactie van het ontworpen artikel 13bis, eerste lid, en er moet geschreven worden "al dan niet bestuurder of lid" in plaats van "al dan niet lid van de raad van bestuur". De gemachtigde van de minister is het hiermee eens.

Artikel 23

1. In de artikelsgewijze bespreking van het ontworpen artikel 17 staat dat "een van de belangrijkste verwijten die aan de verenigingen zonder winstoogmerk wordt gemaakt, is dat in de wet van 1921 slechts oppervlakkige vereisten worden gesteld in verband met de wijze waarop de boekhouding wordt gevoerd en de jaarrekening wordt voorgesteld".

Om die leemte te verhelpen, maakt het ontworpen artikel 17 een onderscheid tussen "grote verenigingen" en "kleine verenigingen" (1). De eerste moeten hun boekhouding voeren en hun jaarrekening opstellen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en van de besluiten tot uitvoering ervan. De Koning kan die bepalingen echter aanpassen om rekening te houden met de bijzondere aard van de activiteiten van de verenigingen en met hun rechtstoestand.

---

(1) Zie de commentaar van S. Mercier, "L'avant-projet de loi relatif aux ASBL", Comptabilité et Fiscalité pratiques, november 1997, blz. 63 tot 65.

Ze moeten ook aan één of meer commissarissen de controle toevertrouwen op de financiële toestand van hun jaarrekening en op de regelmatigheid van de verrichtingen die in de rekeningen staan.

Die rekeningen worden uiteindelijk overgezonden naar de Nationale Bank van België, die nagaat of ze geen fouten bevatten.

De kleine verenigingen moeten een vereenvoudigde boekhouding voeren.

2. De stellers van het ontwerp lijken artikel 13, tweede lid, van de geldende wet uit het oog te hebben verloren, luidens hetwelk de raad van bestuur ieder jaar niet alleen de rekeningen over het voorbije dienstjaar, maar ook "de begroting voor het volgende dienstjaar" aan de algemene vergadering moet voorleggen (1).

Aangezien geen enkele wettiging wordt gegeven in de memorie van toelichting, ziet de Raad van State niet in waarom dat vereiste dat specifiek geldt voor VZW’s, zou moeten vervallen.

De begroting is nodig om het bedrag van de bijdragen te bepalen alsook de bestemming daarvan.

3. Algemeen beschouwd is de ontworpen tekst zeer onoverzichtelijk en in vele opzichten onduidelijk.

---

(1) zie artikel 4, 3°, dat in de ontworpen tekst punt 5° is geworden.

Het tweede lid van de ontworpen paragraaf 1 is bijzonder onduidelijk.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat voor de toepassing van deze ontworpen paragraaf 1 drie categorieën VZW's in aanmerking moeten worden genomen.

Op de VZW's die de drempels van de ontworpen paragraaf 2 overschrijden, is de ontworpen paragraaf 1 niet van toepassing. Op de VZW's die die drempels niet overschrijden, maar die in de loop van de drie dienstjaren die aan het dienstjaar waarin hun jaarrekeningen worden goedgekeurd voorafgaan, giften hebben gevraagd aan de bevolking (1), is de ontworpen paragraaf 1 wel van toepassing. De VZW's ten slotte die de genoemde drempels niet

---

(1) Dienen de woorden "om vrijgevigheden van het publiek hebben verzocht (lees hierna : aan de bevolking giften hebben gevraagd)" niet nader te worden toegelicht, op zijn minst in de memorie van toelichting ? Er zijn immers zeer veel VZW's die hun activiteiten niet financieren door min of meer regelmatig bijdragen te vragen of door te putten uit de opbrengst van hun activiteiten, maar door een beroep te doen op de vrijgevigheid van derden of van de bevolking. Bedoelen de stellers van het ontwerp met de woorden "om vrijgevigheden van het publiek hebben verzocht" VZW's die de regeling bekend onder de naam "fiscaal mecenaat", ingesteld bij artikel 104, 3° of 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, hebben aangevraagd en verkregen ? Bedoelen de stellers ook de VZW's die, overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 september 1823 houdende bepalingen nopens het doen van collecten in de kerken of aan de huizen door de bevoegde overheden gemachtigd zijn om huis-aan-huiscollectes te doen ? Hebben ze ook betrekking op de andere collectes, die buiten de werkingssfeer van het genoemde koninklijk besluit vallen en waarvoor zulk een machtiging niet vereist is ? Bedoelen de stellers van het ontwerp ten slotte ook de VZW's die overeenkomstig de wet van 31 december 1851 op de loterijen een machtiging hebben gekregen ?

overschrijden en aan de bevolking geen giften hebben gevraagd, hoeven hun jaarrekeningen niet neer te leggen ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg.

De onderzochte bepaling moet zo worden gesteld dat de drie voormelde categorieën duidelijk tot uiting komen.

4. De ontworpen tekst bevat een opsomming van de criteria die in aanmerking moeten worden genomen voor het karakteriseren van de VZW, namelijk "het totaal van de andere dan uitzonderlijke ontvangsten of opbrengsten voor het boekhoudkundig jaar, zonder belasting op de toegevoegde waarde, of het aantal tewerkgestelde personen, gemiddeld over het jaar", maar de Koning komt het recht toe om de drempels van die criteria te bepalen.

De woorden "andere dan uitzonderlijke ontvangsten of" moeten vervallen.

Ten opzichte van het boekhoudrecht en inzonderheid van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, is het begrip "ontvangsten" namelijk niet als zodanig vastgelegd. Zo bepaalt artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit dat de jaarrekening "de aard en het bedrag (...) van de bezittingen en rechten van de onderneming, van haar schulden en verplichtingen evenals van haar eigen middelen, en anderzijds, (...) de aard en het bedrag van haar kosten en haar opbrengsten" moet bevatten.

Ook in artikel 12, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, wordt het begrip "opbrengsten" gebruikt wanneer het begrip "omzet" niet van toepassing is.

De terminologie van het boekhoudrecht moet dus strikt worden gevolgd.

De delegatie die aan de Koning wordt verleend, is vatbaar voor kritiek. De drempels worden overigens bepaald in artikel 12, § 2, van de voormelde wet van 17 juli 1975, waarop de onderzochte bepaling gebaseerd is; de Koning mag ze alleen maar wijzigen.

5. Het tweede lid van de ontworpen paragraaf 2 bepaalt : "Het eerste lid is evenwel niet van toepassing op verenigingen die omwille van de aard van hun hoofdwerkzaamheid onderworpen zijn aan bijzondere regelen betreffende het houden van een boekhouding en betreffende hun jaarrekeningen.".

De bespreking van deze bepaling bevat onder meer de volgende voorbeelden : ziekenhuizen, sociale verzekeringskassen voor zelfstandigen en interbedrijfsgeneeskundige diensten.

In die bespreking wordt evenwel ook vermeld dat sommige voorschriften van de deelentiteiten, gewoonlijk in het kader van de toekenning van subsidies, bepaalde boekhoudkundige verplichtingen bevatten.

Gelet op de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, moet worden bepaald dat zulk een afwijking voor die VZW's alleen mogelijk is als de boekhoudkundige verplichtingen die krachtens die bijzondere regelingen op hen rusten, op zijn minst gelijkwaardig zijn aan die welke in de ontworpen wet worden bepaald. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen vierde lid van paragraaf 2, wanneer het erom gaat de ontworpen regels betreffende de controle door één of meer commissarissen geen toepassing te laten vinden op de verenigingen.

In dit opzicht :

a) moeten in het ontworpen derde lid de woorden "Met uitzondering van de verenigingen die voor het laatste afgesloten boekjaar voldoen aan de criteria omschreven in artikel 12, § 2, van de wet van 17 juli 1975 moeten" en de woorden "ontvangsten of" vervallen;

b) moet het ontworpen vierde lid als volgt worden gesteld :

"Het derde lid is evenwel niet van toepassing :

1° op verenigingen die, voor het laatste afgesloten boekjaar, voldoen aan de criteria vermeld in artikel 12, § 2, van de wet van 17 juli 1975;

2° op verenigingen waarvoor wegens de aard van hun hoofdwerkzaamheid bijzondere regelen inzake de in deze bepaling genoemde controle gelden".

6. Het vijfde lid van de ontworpen paragraaf 2 biedt de mogelijkheid om de criteria, vermeld in het eerste en het derde lid, op een geconsolideerde basis te beoordelen.

De consolidatiecriteria die in het voorontwerp worden voorgesteld, zijn tot op zekere hoogte ontleend aan de zevende richtlijn van de Raad van 13 juni 1983 op de grondslag van artikel 54, lid 3, sub g) van het Verdrag betreffende de geconsolideerde jaarrekening (83/349/EEG). Ze zijn niet afgestemd op de situatie waarin verscheidene VZW's die gemeenschappelijke deelgenoten hebben, zich bevinden.

7. De ontworpen paragrafen 3 en 4 zijn grotendeels gebaseerd op de artikelen 64 en volgende van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Laatstgenoemde bepalingen zijn echter in menig opzicht volledi ger.

Zo wordt in de ontworpen tekst niets gezegd over de bezoldiging van de commissarissen, de onverenigbaarheden die voor hen gelden, hun recht op verdediging wanneer ze worden afgezet ...

In tegenstelling met artikel 64sexies, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen beschikken zij evenmin over de bevoegdheid om van de bestuurders te eisen dat zij ten zetel van de vennootschap in het bezit worden gesteld van inlichtingen over verenigingen en centra van werkzaamheden waarmee banden bestaan in de zin van de ontworpen paragraaf 2, vijfde lid, voor zover

die inlichtingen hun noodzakelijk lijken om de financiële situatie van de vereniging te controleren.

Om die leemte aan te vullen, is het voldoende te verwijzen naar de artikelen 64 en volgende van de wetten op de handelsvennootschappen.

8. Uit de ontworpen paragraaf 5, eerste lid, blijkt dat representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties in de zin van artikel 3 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, opgericht in de vorm van een VZW, hun jaarrekening niet bij de Nationale Bank van België hoeven in te dienen.

In de bespreking van deze bepaling staat het volgende : "Die uitzondering is immers noodzakelijk omdat in het huidige recht de representatieve organisaties lijken te functioneren zonder rechtspersoonlijkheid en zonder boekhoudkundig stelsel. Deze uitzondering is in dit ontwerp ingevoegd om iedere vorm van discriminatie te voorkomen".

Die uitleg wettigt de uitzondering niet ten aanzien van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie. Representatieve organisaties die niet voor de rechtspersoonlijkheid van een VZW hebben gekozen, kunnen niet met een VZW worden vergeleken. Omgekeerd is dat ook waar.

9. Volgens het derde lid van dezelfde paragraaf stelt de Koning het bedrag van de bekendmakingskosten, alsook de wijze van betaling vast.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarop die kosten betrekking hebben. Het kan niet gaan om kosten die voor het afschrift van een jaarrekening moeten worden betaald dat op verzoek van derden wordt verstrekt, aangezien dit in de ontworpen paragraaf 8 wordt geregeld. Het kan evenmin gaan om kosten die de griffies van de rechtbanken van eerste aanleg moeten betalen om een jaarrekening te verkrijgen, aangezien in het vierde lid van dezelfde paragraaf wordt bepaald dat die griffies "van de Nationale Bank van België, onverwijld en kosteloos, een afschrift van alle stukken bedoeld in artikel 17, § 5, ..." krijgen.

De gemachtigden van de minister hebben niet kunnen uitleggen waarop die kosten betrekking hebben.

10. In het derde lid van de ontworpen paragraaf 6 wordt een terminologisch onderscheid gemaakt tussen de "fouten" en de "ernstige fouten" die kunnen schuilen in een jaarrekening die aan de Nationale Bank van België is bezorgd.

De ontworpen tekst mag dan tot op zekere hoogte op artikel 80, negende lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen gebaseerd zijn, toch blijft hij zeer vaag en kan hij aanleiding geven tot interpretatieproblemen.

Daarom wordt voorgesteld het woord "ernstige" weg te laten.

11. Paragraaf 10 wijkt af van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek. De Raad van State ziet niet in waarom inzake burgerlijke aansprakelijkheid van het gemene recht wordt afgeweken. De onderzochte paragraaf moet dus vervallen.

Artikel 24

1. Bij het ontworpen artikel 18, eerste lid, 3°, moet worden opgemerkt dat een VZW die een commerciële of winstgevende hoofdactiviteit mocht uitoefenen, precies daardoor in ernstige mate in strijd met haar statuten en met de wet zou handelen.

De woorden "hoofdzakelijk een handels- of winstgevende activiteit uitoefent," moeten dus vervallen.

2. Voorgesteld wordt aan het ontworpen artikel 18, eerste lid, een 5° toe te voegen, luidend als volgt :

"5° gedurende een periode van meer dan drie maanden nog maar één deelgenoot telt".

Een VZW met nog slechts één deelgenoot heeft namelijk veel weg van een stichting en die valt onder andere regels.

Artikel 25

Het zou verkieslijk zijn artikel 19 volledig te herschrijven.

Artikel 26

In het ontworpen artikel 20, eerste lid, zou het eenvoudiger zijn te bepalen dat de algemene vergadering de ontbinding van de vereniging alleen kan uitspreken als aan de vereisten voor wijziging van de statuten is voldaan.

Artikel 28

Hoewel de ontworpen wijziging alleen betrekking heeft op de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 22, zou het wenselijk zijn deze gelegenheid te baat te nemen om in de tekst van artikel 22, eerste lid, van de wet te preciseren om welke beslissingen het gaat.

Bij gebrek aan statutaire bepalingen wordt de bestemming van de goederen, naargelang het geval, vastgesteld door de algemene vergadering, die tot ontbinding besluit, of door de vereffenaars, overeenkomstig artikel 19, § 1, tweede lid.

Artikel 30

1. In de eerste zin van het ontworpen artikel 24 moeten de volgende woorden vervallen : "daaronder begrepen

in voorkomend geval, de verdeling aan de leden van wat hen verschuldigd is".

Als de leden schuldeisers van de VZW zijn, maakt de terugbetaling van hun schuldvordering namelijk deel uit van de "vereffening van het passief". Het woord "verdeling" in de voorgestelde tekst sticht verwarring.

2. De tweede zin van het ontworpen artikel 24 moet vervallen, want de bestemming (en niet de toewijzing) wordt al geregeld in het ontworpen artikel 19 en in het ontworpen artikel 22.

Artikel 34

1. Bij het ontworpen artikel 26octies, paragraaf 3, wordt onder meer het ontworpen artikel 17, § 2, van toepassing verklaard op de centra van werkzaamheden van buitenlandse verenigingen, waarbij alle centra van werkzaamheden die in België gevestigd zijn, "op geconsolideerde basis" in aanmerking worden genomen "bij de bepaling van de "voormelde" criteria".

Het lijkt niet gewettigd om van buitenlandse VZW's die in België een centrum van werkzaamheden hebben, te eisen dat ze afzonderlijke rekeningen voor hun Belgische centrum van werkzaamheden opstellen. Die vereiste geldt weliswaar voor handelsvennootschappen, maar houdt geen last voor hen in, aangezien ze in België belastbaar zijn op de winst van

hun Belgische bijkantoor, die op basis van een afzonderlijke boekhouding moet worden vastgesteld. Een VZW daarentegen kan in principe niet op haar goederen en haar winst worden belast.

Als de stellers van het ontwerp een afzonderlijke boekhouding voor de Belgische centra van werkzaamheden behouden, is er geen reden om van een "geconsolideerde basis" te spreken als het gewoon de bedoeling is de bezittingen van verscheidene centra van werkzaamheden van een zelfde rechtspersoon samen te nemen.

De tweede zin van paragraaf 3 moet dus als volgt worden gesteld :

"Voor de toepassing van deze bepalingen worden alle Belgische centra van werkzaamheden beschouwd als een afzonderlijke vereniging zonder winstoogmerk voor het bepalen van de criteria ... gelijkgesteld met bestuurders.".

2. De ontworpen paragraaf 4 voorziet in de mogelijkheid om een centrum van werkzaamheden te sluiten als de werkzaamheden ervan strijdig zijn met de openbare orde. Wat zal gebeuren als wordt vastgesteld dat die werkzaamheden niet overeenstemmen met het doel van de vereniging en met de hoofdactiviteit van de buitenlandse vereniging of als het centrum van werkzaamheden de Belgische wet overtreedt ?

IV. OPMERKINGEN OVER DE STICHTINGEN VAN OPENBAAR NUT

Artikel 35

De ontworpen bepalingen bevatten vooral terminologische wijzigingen, waarbij de woorden "instelling van openbaar nut" worden vervangen door de woorden "stichting van openbaar nut".

Ter wille van de samenhang van de terminologie zou het beter zijn in de Franse tekst van artikel 30, tweede lid, 1°, van de voormelde wet van 27 juni 1921 de woorden "l'objet ou les objets" te vervangen door de woorden "le but ou les buts", omdat die ook in de definitie van de "VZW" worden gebruikt.

Artikel 37 (Partim)

Artikel 37 van het ontwerp lijkt de stichtingen, zelfs die van openbaar nut, te onderwerpen aan de jaarlijkse taks tot vergoeding der successierechten, terwijl ze daar tot hier toe niet aan onderworpen waren.

Het grote voordeel van stichtingen van openbaar nut in vergelijking met VZW's is echter dat die heffing, die uiteraard vrij zwaar kan zijn als de stichting een groot vermogen heeft, niet op hen van toepassing is.

Misschien gaat het louter om een onachtzaamheid.

Zo niet wordt de stellers van het ontwerp erop gewezen dat de inkomsten van instellingen die de gemeenschap ten goede komen, door deze hervorming in het gedrang zouden komen.

V. OPMERKINGEN OVER DE PRIVATE STICHTINGEN

1. Eén van de belangrijkste nieuwigheden van het voorontwerp is dat, naast de bestaande stichtingen van openbaar nut, private stichtingen worden ingesteld.

In de memorie van toelichting wordt deze belangrijke nieuwigheid met bijzonder weinig woorden gewettigd.

In welke gevallen kan een stichting van openbaar nut niet aan de behoeften van een private stichting voldoen ?

De voorbeelden in de memorie van toelichting, onder artikel 36, zijn niet echt overtuigend.

Sommige vallen onder de definitie van een instelling ter bevordering van kunst (handhaving van een collectie kunstwerken) of van een instelling met een menslievende strekking (het creëren van een werk en misschien de ontwikkeling van een regio).

Als de opsomming in artikel 27 van de wet van 27 juni 1921 te beperkt is, kan men die aanvullen door bijvoorbeeld melding te maken van de bescherming van monumenten of landschappen in het belang van de bevolking.

"De certificatie van effecten van een vennootschap, naar het voorbeeld van de stichting naar Nederlands recht" behoort daarentegen vast niet tot het doel van een private stichting, want als de stichting wordt ontbonden, moeten de netto-activa ervan worden overgedragen op basis van het beginsel van onbaatzuchtige bestemming (ontworpen artikel 52 van het voorontwerp). De aandeelhouders die hun aandelen tegen certificaten van de stichting hebben geruild, zouden immers stellig teleurgesteld zijn mochten ze vernemen dat hun aandelen in geval van ontbinding van de stichting naar een instelling met een onbaatzuchtig doel gaan.

2. Volgens het voorontwerp wordt het vermogen van de private stichting aan een jaarlijkse "taks" tot vergoeding van de successierechten onderworpen (artikel 37, § 3, van het ontwerp).

Als de private stichtingen de heffing moeten betalen en de stichtingen van openbaar nut niet, zullen de belanghebbenden altijd een stichting van openbaar nut boven een private stichting verkiezen, zodat deze nieuwe vorm nooit zal worden gebruikt.

3. Kortom : het is de Raad van State niet duidelijk waarom een private stichting, als bedoeld in het ontwerp, wordt ingesteld.

VI. WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

Over het algemeen kan de kwaliteit van de tekst van het ontwerp worden verbeterd teneinde meer rekening te houden met de wetgevingstechniek en de indruk van zware en onnodig ingewikkelde constructies te verminderen.

Dat sommige artikelen of onderdelen van artikelen bepalingen bevatten die al in de voormelde wet van 27 juni 1921 of in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen vervat zijn, neemt niet weg dat één en ander kan worden verbeterd.

De volgende opmerkingen worden gemaakt onder voorbehoud van de algemene opmerking aan het begin van dit advies en de opmerkingen tijdens de bespreking van de artikelen van het ontwerp.

A. Algemene opmerkingen

1. Een verplichting wordt weergegeven met een indicatief presens en niet met de werkwoorden "moeten" of "verplicht zijn" (voorbeelden : ontworpen artikel 2 (1), ontworpen artikel 3ter, eerste lid (2), ontworpen artikel 10, §§ 1 en 2, ontworpen artikel 11 (3), ontworpen artikel 17, § 2, eerste en derde lid).

---

(1) Gebaseerd op artikel 2 van de wet van 27 juni 1921.

(2) Gebaseerd op artikel 13quater, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

(3) Gebaseerd op artikel 11 van de wet van 27 juni 1921.

2. Het is beter de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs te gebruiken in plaats van een toekomstige tijd (bijvoorbeeld : Franse tekst van het ontworpen artikel 2, eerste lid, 5° (1), Franse tekst van het ontworpen artikel 11, tweede lid (2) en Franse tekst van het ontworpen artikel 26 (3).

3. In de inleidende zinnen moet melding worden gemaakt van de nog geldende wijzigingen van de artikelen die worden gewijzigd, vervangen of opgeheven.

4. Aangezien elk artikel of onderdeel van een artikel als een op zichzelf staand geheel moet kunnen worden gelezen, moeten de gebruikte begrippen voldoende worden omschreven (zo schrijve men in het ontworpen artikel 13bis, tweede lid (4) : "De benoeming, het ontslag en de bevoegdheid vermeld in het eerste lid ..." in plaats van "Hun benoeming, ontslag en bevoegdheid ...").

---

(1) Gebaseerd op artikel 2, 6°, van de wet van 27 juni 1921.

(2) Gebaseerd op artikel 82 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

(3) Gebaseerd op artikel 11 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

(4) Gebaseerd op artikel 63 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

5. Is er behoefte aan genummerde onderdelen in een zin, dan gebruikt men daarvoor de tekens 1°, 2°, 3°, enz., eventueel verder onderverdeeld in a), b), c), enz. (voorbeelden : artikel 11, 17, 25 en 26 van het ontwerp).

B. Bijzondere opmerkingen

Artikel 3
(Ontworpen artikel 1)

Aangezien artikel 2 al een wijziging heeft aangebracht in de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, kan de inleidende zin van artikel 3 als volgt worden gesteld : "Artikel 1 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt : ...".

Artikel 4
(ontworpen artikel 1bis)

De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld : "In dezelfde wet wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidende :".

Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor de artikelen 7 en 8.

Artikel 5
(ontworpen artikel 2)

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 2, eerste lid, 5°, schrijve men : "... sont portées ...".

2. In tegenstelling met wat in de memorie van toelichting wordt vermeld, is in het ontworpen artikel 2, eerste lid, 6°, geen sprake van de personen aan wie het dagelijks bestuur is opgedragen (noch uitdrukkelijk, noch onder verwijzing naar het ontworpen artikel 13bis).

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 3, § 1, eerste en tweede lid, het ontworpen artikel 46, 4°, en het ontworpen artikel 47, § 1, eerste lid.

Artikel 15
(ontworpen artikel 10)

In het ontworpen artikel 10, paragraaf 1, derde zin, schrijve men : "... op de zetel van de vereniging".

Artikel 16
(ontworpen artikel 11)

In het ontworpen artikel 11, tweede lid, vervallen de woorden "naar gelang van de omstandigheden,".

Artikel 18
(ontworpen artikel 13)

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 13, eerste lid, tweede zin, schrijve men : "... dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 48, eerste zin.

Artikel 19
(ontworpen artikel 13bis)

1. In de inleidende zin schrijve men : "In dezelfde wet wordt een artikel 13bis ingevoegd, luidende :".

2. In de Franse tekst van het eerste lid zijn de woorden "des affaires" overbodig en moeten ze vervallen (Cf. Nederlandse versie van het voorontwerp).

3. In het tweede lid van het ontworpen artikel 13bis schrijve men : "De benoeming, het ontslag en de bevoegdheid van de personen vermeld in het eerste lid ...".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 48bis.

Artikel 21
(ontworpen artikel 15)

Volgens de inleidende zin wordt artikel 15, eerste lid, gewijzigd, terwijl 2° betrekking heeft op het hele artikel.

Artikel 22
(ontworpen artikel 16)

Artikel 16, tweede en derde lid, wordt het best volledig herschreven.

De inleidende zin van artikel 23 luidt dan als volgt : "Artikel 17 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt : ...".

Artikel 23
(ontworpen artikel 17)

1. In het ontworpen artikel 17, § 2, derde lid, schrijve men "... vermeld in artikel 12, § 2, van de voormelde wet van 17 juli 1975 ...".

2. In het ontworpen artikel 17, § 2, vijfde lid, vervallen de woorden "Zulks houdt in dat", waarbij de nieuwe zin begint met het woord "Als".

3. In de ontworpen paragraaf 5, laatste lid, schrijve men : "De neerlegging wordt slechts aanvaard indien de bepalingen uitgevaardigd ter uitvoering van het derde lid van deze paragraaf in acht zijn genomen".

Artikel 25
(Ontworpen artikel 19)

1. In de ontworpen paragraaf 2 zou het beter zijn te schrijven : "De vordering tot ontbinding op basis van artikel 18, eerste lid, 4° ...".

2. In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, schrijve men het woord "la" vóór het woord "clôture".

Artikel 34
(ontworpen artikel 26octies)

In de ontworpen paragraaf 3, tweede lid, in fine, zijn de woorden "opgesteld overeenkomstig dit artikel" overbodig.

Hoofdstuk II

Het is verkieslijk de hoofdstukken II en III samen te voegen tot een nieuw hoofdstuk II, met als opschrift : "Andere wijzigingsbepalingen".

Elke wijziging moet in een afzonderlijk artikel worden opgenomen.

Voorts moet rekening worden gehouden met de volgende wijzigingen :

- artikel 140, 2°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 juli 1961;

- artikel 59, 2°, van het Wetboek der Successierechten is vervangen bij het koninklijk besluit van 23 december 1958 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 juli 1961;

- artikel 148bis van hetzelfde Wetboek is ingevoegd bij de wet van 22 december 1989.

Artikel 38

Men schrijve :

"Art. ... In artikel 1 van de wet van 22 december 1989 op de bescherming van de gezinswoning worden de woorden "een instelling" vervangen door de woorden "een stichting".

Art. ... In artikel 22, § 1, tweede lid, van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden, vervangen bij de wet van 4 april 1995, wordt het woord "instellingen" vervangen door het woord "stichtingen".

Art. ... In artikel 58 van de wet van 4 april 1995 houdende fiscale en financiële bepalingen wordt het woord "instellingen" vervangen door het woord "stichtingen".

De lezing van het tweede artikel is te verklaren doordat artikel 29 van de wet van 4 april 1995 houdende fiscale en financiële bepalingen alleen artikel 22, § 1, tweede lid, van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden vervangt.

Het is dus laatstgenoemde tekst die thans moet worden gewijzigd.

Ondertekeningsformulieren

Er is geen reden om de naam van iedere ondertekenende minister twee keer te vermelden.

Slotopmerkingen

In sommige bepalingen van de Nederlandse tekst komen fouten tegen het correcte taalgebruik voor. Bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen worden de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 13

In het ontworpen artikel 8, derde lid, schrijve men "twee derde van de leden" in plaats van "twee derden van de leden". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 26, het ontworpen artikel 20.

Artikel 15

In het ontworpen artikel 10, § 2, (die het tweede lid wordt) schrijve men "... de samenstelling van de vereniging verandert" en niet "de samenstelling van de vereniging wijzigt", (aangezien het woord "wijzigen" alleen overgankelijk gebruikt kan worden).

Artikel 16

In het ontworpen artikel 11, tweede lid, in fine, schrijve men "heeft aangegaan" en niet "is aangegaan".

Artikel 18

In het ontworpen artikel 13, derde lid, schrijve men "tegenwerpbaar" en niet "tegenstelbaar". Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 23

In het ontworpen artikel 17, § 1, tweede lid, behoort "tijdens hetwelk" te worden geschreven in plaats van "tijdens welke". Bovendien lijkt het woord "vrijgevigheden" niet geschikt om het idee "giften, schenkingen" weer te geven. In paragraaf 2, tweede lid, zou het correcter zijn de woorden "omwille van" te vervangen door het woord "wegens". Dezelfde opmerking geldt voor het vierde lid. In het vijfde lid van dezelfde paragraaf schrijve men "diegenen die" in plaats van "diegenen welke". In paragraaf 3, eerste lid, schrijve men "benoemt de commissarissen uit de leden" en niet "... onder de leden". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp. In dezelfde paragraaf, vierde lid, schrijve men "tegenover de vereniging" in plaats van "jegens de vereniging", aangezien het woord "jegens" blijkbaar alleen ten aanzien van personen gebruikt wordt.

Artikel 28

In het ontworpen artikel 22, tweede lid, schrijve men "enige belanghebbende" in plaats van "enig belang-hebbende".

Artikel 34

Men schrijve : "centrum van werkzaamheden" in plaats van "centrum voor werkzaamheden".

.../...

Artikel 36

In het ontworpen artikel 46, 1˚, zou "stichter" geschreven moeten worden in plaats van "oprichter" en in het ontworpen artikel 52bis, eerste lid, "met goedkeuring van" in plaats van "mits goedkeuring van". Wat het tweede lid, 3˚, van hetzelfde ontworpen artikel betreft, lijkt er geen reden te zijn om "Raad van Bestuur" met hoofdletters te schrijven.

Daarenboven bevat de Nederlandse tekst van het ontwerp verscheidene verschrijvingen of tikfouten. De Nederlandse tekst van het ontwerp zou herzien moeten worden.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	Y. KREINS,	conseiller d'Etat, président, staatsraad, voorzitter,
	Y. LIENARDY, P. QUERTAINMONT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. GOTHOT, J. KIRKPATRICK,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A. LEFEBVRE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. A. LEFEBVRE, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, président du Conseil d'Etat.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, voorzitter van de Raad van State.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Y. KREINS